

HAUSSE DES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ

Des manifestants expriment leur colère



JONATHAN
CUSTEAU

jonathan.custeau@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — « Si on monte le prix de l'Hydro, plusieurs ne seront plus au chaud », scandaient les quelques dizaines de manifestants de la Coalition estrienne opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Ils ont marché hier du coin des rues King et Jacques-Cartier jusqu'aux bureaux d'Hydro-Sherbrooke, rue Roy, pour dénoncer les nouveaux tarifs d'Hydro-Québec, majorés de 4,3 %, en vigueur depuis hier.

« Aujourd'hui, ce n'est pas un poisson d'avril. Le gouvernement a décidé d'augmenter les tarifs d'électricité et de dégeler le bloc patrimonial. Ça représente énormément pour une famille qui est moins nantie. La classe moyenne se retrouve sur le respirateur artificiel, ce qui fait que chaque jour, on débranche une famille de la classe moyenne et on la plonge dans une pauvreté extrême. Vous prenez la taxe santé, la hausse des frais de garde, la taxe déguisée d'Hydro-Québec : ce sont des augmentations qui peuvent jouer de 1500 à 1540 \$ par année. On ne va pas chercher des augmentations de salaire de cette ampleur pour couvrir ces hausses. On est comme des hamsters dans une roue qui tourne, qui tourne, qui tourne et on ne voit plus le temps où on pourra s'amuser », a martelé Ricky Lewis, du Conseil régional FTQ Estrie.

« C'est en grosse partie de la taxation déguisée pour augmenter les profits déjà faramineux d'Hydro-Québec, qui vont à 75 % au gouvernement. Cette



IMACOM, JESSICA GARNEAU

Quelques dizaines de personnes ont manifesté contre la hausse de 4,3 % des frais d'électricité. Elles ont notamment marché entre l'intersection King-Jacques-Cartier et les bureaux d'Hydro-Sherbrooke, sur la rue Roy.

façon de taxer est plus inéquitable que les impôts sur le revenu ou la taxe à la consommation, qui sont en partie compensés. Ça affecte très peu les bien nantis, quand même beaucoup la classe moyenne, et beaucoup les familles à faible revenu, pour qui la facture d'électricité est une grosse partie de leur budget », a ajouté Sylvie Bonin, coordonnatrice à l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de l'Estrie.

La hausse de tarifs correspond également à la date à laquelle il est permis, pour la société d'État, de débrancher les mauvais payeurs. Mme Bonin confirme que l'ACEF Estrie a

reçu plusieurs appels de locataires inquiets. Les appels, traditionnellement, n'ont pas l'habitude d'entrer avant le 1er avril. Selon Mme Bonin, 40 000 personnes avaient été débranchées l'an dernier.

Interrogée à savoir quelle hausse de tarif serait acceptable, la coordonnatrice de l'ACEF Estrie hésite à se prononcer. « Une hausse raisonnable, c'est selon les coûts de production. Mais les coûts de production sont gonflés par des projets dont on n'a pas besoin et le gouvernement n'assume pas les risques. Ce sont seulement les consommateurs. C'est difficile dans le contexte actuel de dire ce que

serait une hausse acceptable, mais on sait que l'inflation est de 0,9 %, alors que la hausse des tarifs d'Hydro est de 4,3 %. L'écart est assez évident.

« Les coûts que nous déboursions pour subventionner de l'électricité que nous produisons en surplus étaient de 240 M\$ en 2012, en 2013, le coût était de 500 M\$, et à partir de 2016 ce sera 1,2 G\$. Ce sont des coûts assumés par les Québécois pour de l'énergie dont nous n'avons pas besoin », ajoute-t-elle.

À titre de solution, Mylène Boisvert, de Solidarité populaire Estrie, fait référence à la campagne *10 milliards de solutions, on a les moyens de faire autrement.*

« On y trouve 19 mesures fiscales pour permettre le financement de l'État sans recourir à la tarification ou à la privatisation des services publics. Il y a en quatre dont on parle plus, soit rétablir dix paliers d'imposition, augmenter le taux d'imposition provincial des entreprises, rétablir la taxe sur le capital pour les entreprises financières et adopter des mesures de contrôle des médicaments avec un régime entièrement public... »

« Moi je pense qu'il y a un enjeu à amener dans la campagne électorale là-dessus. Il y a d'autres façons d'aller chercher de l'argent », a renchéri Sylvie Bonin.